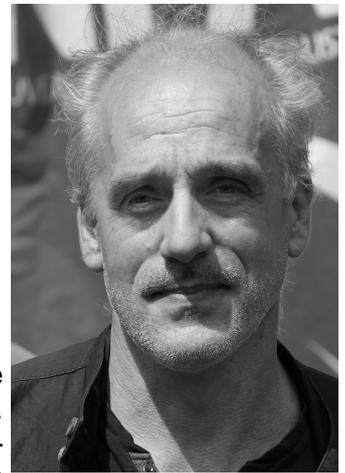


Philippe Poutou, candidat ouvrier et anticapitaliste



Les « principaux candidats » ont débattu ensemble sur TF1. Le Pen y a montré sa démagogie raciste. Fillon sa volonté de casser tous les droits des salariés. Macron son projet de liberté complète, c'est-à-dire de supprimer toutes les protections des salariéEs. Hamon et Mélenchon ont, eux, distillé des propositions qui ne sont pas en réelle rupture avec l'ordre existant, en particulier sur la question du chômage et des salaires. Le débat était ennuyeux car il faisait l'impasse sur les solutions radicales qu'il faut mettre en œuvre pour sortir de la crise.

Interdire les licenciements, partager le temps de travail, fixer le SMIC à 1700 euros nets.

Une partie des travailleurs ne trouve pas d'emploi, tandis que d'autres souffrent au travail. Il faut partager la tâche, répartir le travail entre toutes et tous, avec 32 heures hebdomadaires sans diminution de salaire. Les 60 milliards de dividendes distribués en 2016 par les entreprises du CAC 40 représentent 2 millions d'emplois à 1700 euros par mois.

Réquisitionner les banques et les grandes entreprises, planifier l'économie

La logique de la concurrence et du profit détruit les services publics, casse les droits des salariéEs et met en danger la planète. Il faut mettre sous le contrôle des travailleurs les grandes entreprises qui font tourner l'économie pour décider démocratiquement des priorités, de ce qui doit être produit et comment.

Donner le contrôle à ceux qui font tourner la société

Les politiciens au pouvoir n'ont jamais travaillé de leur vie à part, comme Macron, avec les banquiers. Il faut supprimer la fonction présidentielle, limiter le salaire des élus au salaire moyen des travailleurs, 2200 euros, permettre la révocation des élus, instaurer une démocratie directe dans les entreprises et dans les quartiers populaires pour décider de comment la société doit tourner.

Mettre au-dessus de tout la solidarité et l'égalité

Le Pen veut taper sur les immigrés ou les musulmans, pour réduire les droits de tout le monde. L'état d'urgence a jeté la suspicion sur les musulmans et réprimé les jeunes des quartiers populaires et les militants. Nous voulons la fin de l'état d'urgence, le désarmement de la police, la suppression de toutes les lois racistes et islamophobes, l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation. Cette campagne présidentielle n'apportera aucune solution à nos problèmes. Nous refusons de voir le FN devenir le premier parti du pays, comme nous refusons de subir les politiques antisociales qu'elles soient mises en œuvre par la droite comme par la gauche pour le compte du grand patronat.

Avec Philippe Poutou, ouvrier et candidat pour la rupture avec le capitalisme, nous voulons exprimer le ras-le-bol des classes populaires contre cette société, pour que celles-ci prennent leurs affaires en main. Nous voulons construire une force politique pour nos mobilisations quotidiennes, pour porter le projet d'une société débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions.

Dans ces élections comme dans les luttes, porter la voix de notre camp social, défendre l'espoir qu'un autre monde reste possible.



En meeting à Rouen Jeudi 6 avril - 20 H Halle aux Toiles

correspondance@npa76.org

LE PEUPLE GUYANAIS

NOUS MONTRE LA VOIE

Depuis trois semaines, les axes routiers des villes du littoral, le Port de commerce, le Centre Spatial, la Préfecture, la Collectivité Territoriale sont bloqués par des barrages tenus par la population, soutenue par l'Union des Travailleurs Guyanais. Les établissements scolaires sont fermés, les commerces ont baissé le rideau, les vols aériens sont annulés, le lancement de la fusée Ariane a été ajourné.

L'État colonial investit des milliards d'euros pour lancer des fusées tous les mois, mais n'a pas d'argent soi-disant pour les services publics : chaque année, plus de 2 000 enfants restent déscolarisés tandis que suite aux coupes budgétaires, le Centre Médico-Chirurgical de Kourou est bradé à des investisseurs privés. Chômage et taux de pauvreté record caractérisent aussi cet abandon dans lequel est laissé ce reste de l'Empire colonial français.

Le peuple guyanais a déjà forcé le gouvernement à un premier recul. Mieux qu'un bulletin de vote, il nous montre que la mobilisation est la meilleure arme pour prendre notre destin en mains.

EN IRAK, LA SALE GUERRE

DE LA FRANCE ET DE SES ALLIÉS

Le cirque médiatique autour des présidentielles aurait tendance à nous le faire oublier. Mais la France est plus que jamais engagée dans une sale guerre au Moyen Orient.

Après avoir laissé Bachar El Assad massacrer Alep, la priorité a été donnée à la reconquête de Mossoul, place forte de Daech en Irak. En appui à l'armée irakienne qui œuvre sur le terrain, la coalition internationale emmenée par les USA – et à laquelle appartient la France – bombarde sans relâche les positions ennemies.

Et tous les témoignages concordent : les victimes civiles se comptent par milliers. Ces milliers de personnes qu'ont prétendait libérer de la dictature terroriste tombent sous les bombes de leurs soi-disant libérateurs. Face à la volonté des armées irakiennes et de leurs alliés occidentaux de remporter une rapide victoire à Mossoul, la vie des civils compte peu. Comme si la fin justifiait les moyens. C'est insupportable. Troupes impérialistes, hors du Moyen Orient !

LES BANQUES PLANQUENT DES MILLIARDS

DANS LES PARADIS FISCAUX

Il y a des lustres que chefs d'Etat et de gouvernements ont juré d'en finir avec les paradis fiscaux. Il y a un an, l'affaire des « Panama Papers » montrait déjà qu'il n'en était rien.

Selon l'étude de l'ONG Oxfam rendue publique la semaine dernière, les banques européennes ont réalisé en 2015 un quart de leurs bénéfices dans

des paradis fiscaux où souvent elles ne paient guère d'impôts. En 2015, la Société Générale, par exemple, engrange 57 milliards de bénéfices à Singapour sans y payer un sou d'impôt.

Priver le budget de l'Etat de milliards de recettes fiscales qui seraient si utiles pour les services publics, l'emploi, les retraites: c'est purement et simplement du vol d'argent public. Pour mettre le secteur financier hors d'état de nuire, une seule solution : le nationaliser sans indemnité pour les actionnaires, et le mettre sous contrôle des salariés et de la population afin de le mettre au service des besoins de la population. C'est cette « socialisation » intégrale que défend le NPA et son candidat Philippe Poutou.

UN ACCORD CONTRE LES CHÔMEURS

Dans le cadre de l'UNEDIC, les syndicats, à l'exception de la CGT, viennent de signer un accord avec le MEDEF. Résultat: une réduction de l'indemnisation des chômeurs de 900 millions d'euros.

Parmi les victimes de cet accord honteux, les travailleurs précaires, exerçant une activité réduite ou travaillant peu de jours. Des salariés en CDD, en intérim ou à temps partiel, payés au SMIC, pourront perdre jusqu'à 200 € par mois.

Quant aux « seniors » de plus de 50 ans, qui bénéficiaient de 36 mois d'indemnisation au lieu de 24 mois, pour prendre en compte leur difficulté à retrouver un emploi, ils devront désormais atteindre l'âge de 55 ans. De 50 à 52 ans, ils perdront 12 mois de droits et de 52 à 55 ans, ils en perdront 6.

Pour le négociateur FO, le « compromis » était indispensable pour que « *les partenaires sociaux démontrent qu'ils savent réformer et gérer* ». La porte-parole de la CFDT y a même vu « *un accord équilibré* ». Et tant pis si cela se fait contre les plus précaires et les plus âgés !

Meeting Philippe POUTOU

Halle aux Toiles - Rouen Place de la Haute Vieille Tour

(Rive droite - proximité du Quai Pierre Corneille)

Jeudi 6 avril - 20 h

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique